



Conseil économique et social

Distr. générale
23 janvier 2006
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Cinquantième session

27 février-10 mars 2006

Point 3 c) i) de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes
et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation
des objectifs stratégiques et mesures à prendre
dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives :
renforcement de la participation des femmes au développement :
instauration d'un environnement propice à l'égalité des sexes
et à la promotion de la femme, notamment dans les domaines
de l'éducation, de la santé et du travail**

Déclaration présentée par Franciscans International, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* * *

* E/CN.6/2006/1.



Déclaration

Le Programme d'action de Beijing tient compte du fait que des obstacles s'opposent à la promotion de la femme et à l'égalité pleine et entière avec l'homme et que des obstacles supplémentaires existent aussi pour « les immigrantes et les migrantes, notamment les travailleuses migrantes ». Des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne l'amélioration de la participation des femmes au développement, mais les femmes migrantes sont confrontées à des problèmes aigus d'une nature particulière dans le domaine du développement, car elles sont de plus en plus exposées à la violence et ne sont pas pleinement intégrées dans les institutions politiques, sociales et économiques.

Les femmes constituent 49 % des presque 200 millions de migrants recensés dans le monde. Depuis 1970, les migrations féminines sont quasiment à égalité avec les migrations masculines¹. Les migrantes jouent un rôle de plus en plus important dans les activités de développement et lorsqu'elles ont accès à l'enseignement, à la santé et à l'emploi, ce sont leurs familles qui en bénéficient, autant dans le pays d'origine que dans le pays d'accueil. Si les migrations peuvent être une expérience très enrichissante pour les femmes et contribuer positivement au développement des pays et à l'épanouissement des personnes, les femmes migrantes sont en revanche davantage exposées à la discrimination, à la violence et à la violation de leurs droits fondamentaux. Le rapport de la Commission mondiale sur les migrations internationales (GCIM) de 2005 souligne ainsi que « les femmes qui émigrent pour se marier, pour travailler comme employées de maison ou dans les industries des loisirs et du sexe sont particulièrement vulnérables à l'exploitation et à l'isolement social, comme le sont celles qui sont victimes de traite ».

La situation des migrantes et l'approche des migrations fondée sur l'appartenance sexuelle a aussi constitué un thème central dans tous les rapports établis depuis 2000 par le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants. Ces rapports montrent que les femmes sont souvent plus dépendantes de leur employeur que les hommes et plus exposées à l'exploitation et aux abus. Ils recommandent aux pays d'élaborer des politiques qui donnent aux migrantes plus de possibilités d'emploi et favorisent l'accès à un logement sûr, à l'éducation, à l'apprentissage des langues, aux soins de santé et à d'autres services dans le pays d'accueil².

Franciscans International, qui représente plus de 800 000 Franciscains des deux sexes dans 180 pays, œuvre au nom des pauvres pour la paix et la justice et pour le bien-être de la création et plaide en faveur de l'égalité et de la dignité de tous les êtres humains.

Partout dans le monde, les Franciscains protègent les migrants, notamment les femmes, et contribuent à leur autonomisation en les aidant à participer pleinement au processus de développement.

L'étude récente de Franciscans International intitulée « Quelle protection pour les travailleurs migrants au Liban? » a souligné que les droits des migrants au Liban étaient ignorés, notamment ceux qui viennent d'Inde, du Bangladesh, du Sri Lanka,

¹ Organisation internationale pour les migrations (OIM), *World Migration Report 2005 : Costs and Benefits of International Migration*. Section 3.

² E/CN.4/2005/85.

des Philippines, d'Éthiopie et du Nigéria. Les membres franciscains plaident en faveur des femmes migrantes dans les affaires d'abus sexuels, de mauvais traitements, de harcèlement et même dans des affaires ayant entraîné mort d'homme. Ils apportent une assistance sociale et un accompagnement moral aux populations de travailleurs migrants et mènent des actions de plaidoyer et d'éducation destinées aux étudiants, aux autorités et aux responsables. Pour créer un environnement favorable à l'épanouissement des migrantes, il faut cependant revoir les législations nationales et mener des campagnes d'information.

C'est ainsi que les Franciscains du Liban ont récemment apporté leur assistance à une migrante qui a été accusée d'avoir volé une carte de crédit appartenant à son employeur et conduite au poste de police de Broumana. Elle y fut brutalement battue, puis transférée dans un autre centre de détention où les policiers la frappèrent avec des ceintures jusqu'à ce qu'elle perde connaissance. Quelqu'un est ensuite entré dans sa cellule, l'a battue de nouveau et l'a violée plusieurs fois, comme l'a attesté le médecin qui l'a examinée par la suite.

Compte tenu de la situation des femmes migrantes et des liens d'interdépendance entre égalité des sexes, développement et situation des femmes migrantes, Franciscans International demande instamment à la Commission de la condition de la femme de mener les actions ci-après :

- Inclure dans le programme de travail futur la protection et l'autonomisation des femmes migrantes au titre de la réalisation de l'égalité entre les sexes;
- Modifier les méthodes de travail afin de faciliter l'élargissement de l'intégration et la participation des mécanismes spéciaux appropriés de la Commission des droits de l'homme (ou du futur Conseil des droits de l'homme) tels que le Rapporteur spécial sur la violence à l'égard des femmes, le Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains et le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants.

Franciscans International demande instamment aux États Membres de prendre les mesures ci-après :

- Ratifier et appliquer la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et les conventions n^{os} 97 et 143 de l'Organisation internationale du Travail;
- Exécuter des politiques et des stratégies de développement soucieuses d'équité entre les sexes en accordant une attention particulière à la participation des femmes migrantes et à leurs problèmes. Les groupes de femmes migrantes devraient être associés à la formulation, à l'exécution et à l'évaluation des politiques de développement et d'intégration;
- Tenir compte de la situation des femmes dans les politiques et les programmes concernant les migrations et veiller, aux niveaux national et international, à en assurer la cohérence, à mobiliser les capacités nécessaires et à établir des liens de coopération;
- Tenir les femmes migrantes informées de leurs droits et de leurs devoirs conformément au droit international et aux législations nationales et élaborer des programmes d'enseignement et de communication tenant compte de leur appartenance culturelle et linguistique;

- Réviser et modifier les législations nationales applicables en matière de migrations en tenant compte de la situation particulière des femmes migrantes, notamment en ce qui concerne les droits qu'elles réclament par rapport à l'homme.

Franciscans International note également que le Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes en Afrique, qui est entré en vigueur en novembre 2005, renforce la protection des femmes dans le développement et la politique conformément aux droits reconnus dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

En conséquence, Franciscans International prie :

- Les États parties au Protocole d'appliquer ses dispositions sans délai et les États qui ne sont pas encore partie de le ratifier sans réserve de façon à ne pas atténuer sa portée;
 - Les États de renforcer la promotion et la protection des droits des femmes au niveau régional également.
-